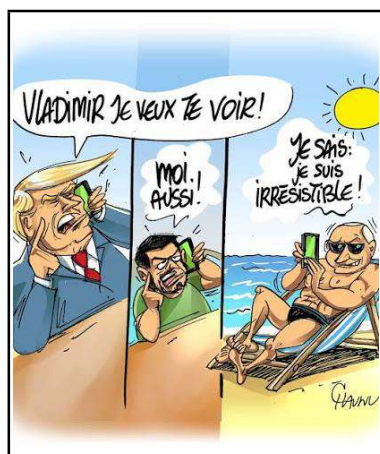

Le « mondialisme » une paranoïa « monothéistique » et assez spécifiquement « chrétine »

Par Alexandre Palchine (© septembre 2026)



J'ai lu quelque part sur un canal Telegram que ce qui énerverait les « mondialistes » ce serait l'attachement des Russes à l'orthodoxie et le « grand remplacement » qui sévit en Europe aurait pour dessein également de dissoudre ce qui reste du christianisme ailleurs.

Se pose également la question de savoir ce que l'on entend par le « mondialisme » et les « mondististes »

Je me suis penché sur les % de pratique religieuse des différents pays d'Europe et je suis allé de surprise en surprise...

Première surprise : en Russie l'écart entre l'appartenance à l'orthodoxie et la pratique effective est spectaculaire !

En effet, il faut distinguer très nettement les « appartenances religieuses » déclarées de la pratique effective. L'écart est particulièrement spectaculaire chez les orthodoxes russe.

La donnée russe la plus récente figure dans une grande enquête nationale celle du VTsIOM (centre russe d'étude de l'opinion), publiée en juin 2025. Voici les chiffres:

Appartenance déclarée	% de la population russe
Orthodoxes	67 %
Musulmans	7 %
Bouddhistes	1 %
Protestants	1 %
Catholiques	< 1 %
Juifs	< 1 %
Croyants sans confession	3 %
Hésitant entre croyance et incroyance	4 %
Non-croyants	11 %
Autres	4 %

Ces chiffres sont assez stables : les orthodoxes étaient 75 % en 2017, 68 % en 2023, 66 % en 2024 et 67 % en 2025. Les musulmans oscillent autour de 5–7 %. ([WCIOM](#))

Si l'on considère le % de pratiquants, la situation change radicalement. Pew a trouvé que seulement 6 % des Russes se déclarant orthodoxes assistent à un office au moins une fois par semaine. Seulement 18 % prient quotidiennement, et 15 % disent que la religion est « très importante » dans leur vie. ([Pew Research Center](#))

$0,67 \times 0,06 \approx 4 \%$ de la population totale.

Si l'on prend un critère moins exigeant — fréquentation mensuelle — les enquêtes historiques donnent plutôt 7 à 12 % de la population russe assistant à un service religieux au moins une fois par mois.

Pew soulignait déjà ce paradoxe en parlant d'un « *retour à la religion, mais pas à l'Église* » : l'identification orthodoxe est devenue massive après la disparition de l'URSS sans augmentation comparable de la pratique. ([Pew Research Center](#))

Les musulmans russes sont nettement plus pratiquants (23% pour les 5 prières quotidiennes, 45% pratique la « dîme »)

Pour les musulmans russes, les indicateurs sont différents. Pew trouvait notamment que 23 % des musulmans de Russie accomplissaient les cinq prières quotidiennes, et environ 45 % déclaraient pratiquer la zakât.

Cela suggère une pratique religieuse proportionnellement sensiblement plus importante que chez les orthodoxes, même si « cinq prières quotidiennes » et « messe hebdomadaire » ne sont évidemment pas des critères directement comparables. ([Pew Research Center](#))

L'orthodoxie n'est finalement qu'un des « marqueurs patriotiques »

Le résultat sociologique est donc assez frappant : la Russie est très majoritairement orthodoxe par identification culturelle et nationale, mais beaucoup moins par pratique religieuse régulière.

L'orthodoxie russe contemporaine fonctionne pour une partie importante de la population comme marqueur d'identité historique et nationale. Le VTsIOM lui-même constate en 2025 que les Russes définissent en premier lieu la religion comme une ****tradition nationale (35 %) **** et comme l'adhésion à des normes morales (34 %), plutôt que comme participation à la vie ecclésiale. ([WCIOM](#))

Tableau comparatif Russie / France / Italie / Pologne / Grèce,

Il faut surtout comparer la fréquentation des offices, et non simplement l'étiquette religieuse. Les enquêtes Pew permettent une comparaison assez homogène entre pays.

Pays	Religion historiquement dominante	Appartenance religieuse	Offices ≥ 1 fois/semaine	Offices ≥ 1 fois/mois*	Religion « très importante »
Russie	Orthodoxe	~71 % orthodoxes (enquête Pew)	6 % des orthodoxes	~10–15 %	15 % des orthodoxes
Grèce	Orthodoxe	~90 % orthodoxes	~17 %	~30 %	59 % des orthodoxes
Pologne	Catholique	très forte majorité catholique à l'époque de l'enquête	41–42 % de la population	>50 %	~40 %
Italie	Catholique	~80 % chrétiens à l'époque	~27 % environ	43 % de la population	~20 %
France	Catholique	64 % chrétiens à l'époque	~10 %	22 % de la population	~11 %

Curieusement les français seraient plus pratiquants que les Russes !

L'objectif de cette recherche étant de déterminer si c'est le christianisme qui est visé par la russophobie des « mondialistes ».

Il est inutile de discourir longuement sur ces chiffres : le pays le plus pratiquant c'est la Pologne or sa russophobie remonte fort loin et elle est pour ainsi dire « congénitale » à cette Pologne.

Et ce qui soude les Russes c'est leur « patriotisme » qui ne découle pas que d'une appartenance religieuse mais de toutes sortes de traditions populaires folkloriques et autres.

Les diverses causes nationales de russophobie

Causes historiques de la « défiance » des Polonais envers la Russie

Il existe aujourd'hui en Pologne une défiance envers la Russie exceptionnellement forte, mais historiquement elle ne procède pas d'une hostilité immémoriale des Polonais envers les Russes. Elle s'est constituée par couches successives, à partir d'un conflit géopolitique ancien, puis surtout de l'expérience de la domination russe.

On peut distinguer cinq grandes étapes.

XVIe–XVIIe siècles : la rivalité polono-moscovite

Le premier socle remonte au conflit entre la Moscovie et l'ensemble polono-lituanien. L'union de la Pologne avec la Lituanie mettait face à face deux puissances concurrentes qui revendiquaient notamment des territoires issus de l'ancienne Rus'. Dès la fin du XVe siècle et surtout au XVIe, les guerres deviennent récurrentes. ([Wikisource](#))

XVIIIe siècle : le tournant décisif

Le XVIIIe siècle et les partages de la Pologne.

La Russie intervient de plus en plus directement dans la politique intérieure de la République des Deux Nations. Puis viennent les trois partages :

1772 – premier partage

1793 – deuxième partage

1795 – troisième partage : disparition complète de la Pologne comme État.

La responsabilité n'est évidemment pas exclusivement russe : Prusse et Autriche ont participé aux partages. Mais la Russie devient la puissance dominante sur la plus grande partie de l'ancien espace polonais.

L'image de la Russie cesse progressivement d'être seulement celle d'un adversaire extérieur et devient celle de la puissance empêchant l'existence d'un État polonais indépendant.

XIXe siècle : naissance de l'antirussisme polonais moderne

Deux événements deviennent fondateurs :

1830-1831 : insurrection de Novembre contre la domination russe.

Elle est écrasée par l'armée impériale russe. S'ensuivent répression, émigration d'une partie des élites et réduction de l'autonomie du royaume de Pologne. Puis :

1863-1864 : insurrection de Janvier.

Nouvel échec, suivi d'une répression sévère, de déportations vers la Sibérie, de confiscations et d'une politique de russification.

Frédéric Chopin qui descendait d'un père français se tire en France...

C'est précisément à cette époque que se constitue une bonne partie de la mythologie nationale polonaise du XIX^e siècle : Pologne martyre, catholique et européenne opposée à un empire russe autocratique et orthodoxe.

Il y a bien chez les Polonais un facteur religieux de rivalité mais c'est secondaire. Le catholicisme est devenu l'un des véhicules de conservation de l'identité nationale polonaise sous domination russe, prussienne et autrichienne.

La Pologne avait elle-même dominé auparavant d'importantes populations orthodoxes ukrainiennes et biélorusses. Les rapports historiques sont donc beaucoup moins unilatéraux que ne le suggèrent les récits nationaux ultérieurs.

1917–1945 : le conflit avec la Russie devient conflit avec l'URSS

Après la renaissance de l'État polonais en 1918 intervient la guerre soviéto-polonaise de 1919-1921. Elle culmine avec la bataille de Varsovie d'août 1920, le fameux « miracle de la Vistule », où l'Armée rouge est repoussée.

Cette guerre laisse des ressentiments des deux côtés.

Puis vient l'événement probablement le plus important pour comprendre l'attitude polonaise contemporaine envers la Russie :

23 août 1939 : pacte germano-soviétique Molotov-Ribbentrop.

1er septembre : invasion allemande de la Pologne.

17 septembre : l'Armée rouge entre en Pologne orientale.

Les territoires orientaux sont annexés à l'URSS et une politique de répression et de déportation frappe une partie de la population. ([Université Jagellonne de Cracovie](#))

Et surtout survient Katyn : en 1940, le NKVD assassine près de 22 000 prisonniers et membres des élites polonaises dans plusieurs sites d'exécution. ([Czasopisma IPN](#))

Le traumatisme est encore aggravé par le mensonge soviétique : Moscou attribue le massacre aux Allemands et cette version devient officiellement obligatoire dans la Pologne communiste. ([Institute of National Remembrance](#))

Katyn est ainsi devenu bien davantage qu'un massacre dans la mémoire polonaise : c'est simultanément crime, mensonge d'État et symbole de l'impuissance polonaise face à Moscou. ([Persée](#))

1945–1989 : le facteur probablement déterminant pour les générations contemporaines

La Pologne sort de la guerre dans la sphère soviétique.

Du point de vue soviétique, l'Armée rouge avait libéré la Pologne de l'Allemagne nazie — ce qui est factuellement une dimension essentielle de l'histoire militaire de 1944-45.

Du point de vue du récit national polonais aujourd'hui dominant, une occupation en a remplacé une autre, même si les deux systèmes et leurs politiques ne sont évidemment pas identiques.

Arrêtons-nous là et passons à l'Angleterre qui paraît entretenir un lourd contentieux avec la Russie.

Histoire du contentieux anglo russe

Le contentieux anglo-russe est ancien et particulièrement profond. Comme pour la Pologne, il faut distinguer l'hostilité culturelle de la rivalité géopolitique. Dans le cas britannique, la seconde précède largement la première.

Le véritable basculement se produit entre 1815 et 1840.

C'est assez remarquable : en 1812-1815, la Grande-Bretagne et la Russie sont alliées contre Napoléon et figurent ensemble parmi les vainqueurs. Un historien de Cambridge observe qu'en 1815 Alexandre Ier jouissait même d'une excellente réputation en Angleterre ; vingt ans plus tard, « *dislike and fear of Russia* » s'étaient largement répandus dans l'opinion britannique. ([Cambridge University Press](#))

La cause fondamentale est géopolitique : les deux empires deviennent concurrents aux deux extrémités de l'Empire ottoman et surtout sur les voies conduisant aux Indes.

Les anglais redoutent une menace sur les Indes

Le raisonnement britannique était à peu près celui-ci :

Russie → Caucase → Perse → Afghanistan = risque pour l'Inde

L'Inde constituait la pièce maîtresse de l'Empire britannique. L'expansion russe vers le sud fut donc interprétée à Londres comme une menace potentielle contre les communications et finalement contre l'Inde elle-même.

Dès 1800, on trouve en Grande-Bretagne des textes avertissant que l'expansion russe pourrait finir par menacer Perse, Turquie et Inde. ([Revue d'Histoire](#))

C'est ce qui donne naissance, dans les années 1820-1830, au fameux « Great Game », le Grand Jeu : une sorte de guerre froide anglo-russe avant la lettre, particulièrement en Perse, Afghanistan et Asie centrale. Le gouvernement britannique situe lui-même les tensions historiques qui conduisirent au Grand Jeu dans les années 1830. ([Histoire du gouvernement](#))

Il faut ajouter une deuxième zone de conflit : l'Empire ottoman. Londres ne défendait évidemment pas les Ottomans par sympathie désintéressée. La Grande-Bretagne voulait empêcher la Russie de profiter de l'affaiblissement ottoman pour devenir prépondérante dans les Balkans, contrôler les détroits et acquérir une position dominante en Méditerranée orientale.

On arrive ainsi à la guerre de Crimée (1853-1856).

La Russie occupe les principautés danubiennes ; la Grande-Bretagne et la France interviennent aux côtés de l'Empire ottoman. Le National Army Museum britannique résume très clairement l'objectif : soutenir l'Empire ottoman et résister à l'expansion russe au Proche-Orient. (nam.ac.uk)

Pour les Britanniques, il ne s'agit d'ailleurs pas simplement de défendre Constantinople. Leur stratégie consiste également à réduire la puissance maritime russe : Sébastopol et la flotte russe de la mer Noire deviennent des objectifs essentiels. L'historien Andrew Lambert montre que la stratégie britannique envisageait de bloquer la Russie et d'attaquer ses installations navales sur plusieurs façades. ([Rusi](#))

La Crimée est capitale psychologiquement parce que c'est la seule guerre majeure où Britanniques et Russes s'affrontent directement au XIXe siècle. Elle laisse derrière elle une profonde méfiance réciproque. ([ETheses Birmingham](#))

On obtient alors quelque chose d'assez proche d'une première guerre froide :

1815 : alliés contre Napoléon

↓

années 1820-1830 : peur britannique de l'expansion russe

↓

1830-1907 : « Grand Jeu » autour de l'Inde et de l'Asie centrale

↓

1853-1856 : guerre de Crimée

↓

fin XIXe : rivalités en Perse, Afghanistan, Chine et Extrême-Orient

↓

1907 : compromis anglo-russe sur la Perse, l'Afghanistan et le Tibet.

Une étude récente a d'ailleurs choisi un titre particulièrement parlant pour cette période : The First Cold War: Anglo-Russian Relations in the 19th Century. Elle décrit comment la russophobie britannique et l'anglophobie russe se sont progressivement enracinées pendant près d'un siècle de compétition impériale. ([Google Livres](#))

Mais ensuite se produit quelque chose qui explique pourquoi l'histoire paraît contradictoire : Londres et Moscou deviennent périodiquement alliés chaque fois qu'apparaît un ennemi commun plus dangereux.

En 1812-1815 : contre Napoléon.

En 1907 : la montée de l'Allemagne pousse finalement les deux puissances à régler une bonne partie de leurs différends asiatiques. L'Entente anglo-russe de 1907 partage notamment leurs zones d'influence en Perse et règle leurs différends concernant l'Afghanistan et le Tibet. ([Histoire du gouvernement](#))

En 1914-1917 : Grande-Bretagne et Russie sont donc alliées contre les Empires centraux.

En 1941-1945 : elles deviennent à nouveau alliées, cette fois contre Hitler.

Puis, presque immédiatement après 1945, le vieux schéma stratégique réapparaît sous une nouvelle forme : URSS contre Royaume-Uni intégré au bloc occidental.

C'est là qu'interviennent Churchill, son discours du « rideau de fer », l'OTAN, les services secrets, les affaires d'espionnage, etc.

Il y a donc une continuité assez extraordinaire : Empire russe → URSS → Fédération de Russie, mais il serait trompeur d'en déduire une hostilité britannique éternelle envers « les Russes ».

Ce qui présente une continuité beaucoup plus forte est la perception britannique de la Russie comme grande puissance continentale susceptible de modifier l'équilibre européen et de menacer les zones stratégiques britanniques.

Et cette histoire éclaire effectivement la situation actuelle. Reuters relevait encore en 2025 que la rhétorique russe avait recommencé à présenter la Grande-Bretagne comme l'un de ses adversaires occidentaux principaux, sur fond de soutien britannique à l'Ukraine, en faisant explicitement le rapprochement avec la rivalité historique remontant notamment à la Crimée et à la guerre froide. ([Reuters](#))

Il y a cependant un élément supplémentaire, particulièrement intéressant, que nous n'avons pas encore abordé : la russophobie britannique comme construction intellectuelle et médiatique au XIXe siècle.

Entre environ 1830 et 1854, la presse, les récits de voyageurs, Palmerston et une partie des élites britanniques construisent progressivement l'image d'une Russie autocratique, barbare, expansionniste et intrinsèquement menaçante. Cette histoire de la fabrication de l'image de « l'ours russe » permettrait de distinguer ce qui relevait de menaces stratégiques réelles et ce qui relevait déjà de la propagande.

Pour en revenir à la thèse selon laquelle les « mondialistes » voudraient détruire la Russie parce qu'elle est chrétienne c'est stupide. Les anglo-saxons rêvent de dépecer la Russie de ses prodigieuses ressources, un point c'est tout !

Le « Grand Remplacement » : mythe ou réalité ?

S'il est clair qu'il existe un vif contentieux entre Albion et la Russie et que Albion et toute l'U.E. mènent un combat suicidaire contre la Russie en aidant l'Ukraine cela quid de ce que l'on appelle « Grand Remplacement ».

On connaît certains acteurs (Soros par exemple et diverses ONGs...) qui poussent à l'immigration massive observée un peu partout en Europe et c'est bien l'Angleterre, l'Allemagne et la France qui sont devenus les pays les plus vulnérables or en Angleterre le gouvernement poursuit les indigènes qui veulent s'opposer aux méfaits des immigrés. La vraie question est la suivante :

Qui, depuis 1945, a favorisé l'immigration de masse dans les pays européens ?

Il faut s'attendre à ce que les motivations soient principalement d'ordre économique.

La réponse :

Si l'on abandonne l'expression « grand remplacement » comme explication préalable et qu'on reconstitue les décisions depuis 1945, une histoire assez nette apparaît. Il y a bien eu des acteurs identifiables qui ont favorisé l'immigration, mais leurs objectifs ont changé avec le temps : d'abord besoin de main-d'œuvre pour la reconstruction, ensuite regroupement familial et droits acquis, puis libre circulation européenne, asile politique, besoins économiques et politiques d'intégration. On ne trouve en revanche pas de preuve solide d'un centre unique ayant planifié une substitution démographique.

Le tableau d'ensemble est celui-ci :

Période	Royaume-Uni	France	Allemagne
1945-60	Reconstruction, Commonwealth, besoins de main-d'œuvre	État recruteur : ONI créé en 1945	Reconstruction puis pénurie de travailleurs
1955-73	Commonwealth puis restrictions progressives	Recrutement massif Espagne, Portugal, Algérie, Maroc, etc.	Gastarbeiter : accords Italie 1955, Turquie 1961, etc.
1973-90	Immigration de travail freinée ; familles et anciennes colonies	1974 : arrêt officiel immigration de travail ; regroupement familial	1973 : arrêt du recrutement ; installation des familles
1990-2010	Asile + immigration économique + UE	UE + familles + asile + travail	Réunification, réfugiés, UE
2010-26	Très forte immigration étudiante et de travail, puis durcissement récent	Immigration régulière + familiale + étudiants + asile	UE + travail + crise des réfugiés de 2015

Le point fondamental est donc que les États eux-mêmes sont les premiers acteurs, bien avant Soros et les ONG.

En France, c'est particulièrement facile à documenter.

En 1945, l'État crée l'Office national d'immigration (ONI) précisément pour organiser le recrutement et l'accueil des travailleurs étrangers. L'INSEE écrit explicitement qu'après la guerre, face au manque de main-d'œuvre, « l'État encourage l'immigration ». Arrivent d'abord massivement Espagnols, Italiens et Algériens, puis Portugais, Marocains, Turcs, etc. ([Insee](#))

La raison est essentiellement économique : reconstruire le pays et alimenter en travailleurs les mines, la sidérurgie, l'automobile, le bâtiment et l'industrie pendant les Trente Glorieuses.

En France et en 1968 la dominante immigrée est européenne

Cela donne d'ailleurs une première correction importante à l'image contemporaine : en 1968, 6,5 % de la population française était immigrée, mais les trois quarts de ces immigrés étaient européens. Seulement 20 % étaient nés en Afrique, presque exclusivement au Maghreb. ([Insee](#))

Le changement qualitatif intervient ensuite : l'immigration européenne méridionale diminue tandis que les migrations africaines et asiatiques prennent davantage d'importance.

Aujourd'hui, l'INSEE compte 7,6 millions d'immigrés en 2024, soit 11,2 % de la population, auxquels s'ajoutent 8 millions de descendants directs d'immigrés, soit environ 12 % de la population vivant en logement ordinaire. Attention : on ne peut pas additionner mécaniquement ces pourcentages provenant de champs statistiques légèrement différents. ([Insee](#))

Sarko 1er, la guerre en Lybie et Lampedusa

Si cet individu détestable ne s'était pas laissé manipuler par les « amères loques » la France n'aurait pas eu à subir l'afflux massif d'africains par Lampedusa qui arrive en France par Menton ou la vallée de la Roya. Et dans cette vallée alpine il existe un citoyen d'extrême gauche que personnellement je pendrais haut et court en tant que complice.

Certes les habitants de cette vallée ont bon cœur et contrairement à la mentalité souvent exécrationnelle de l'arrière pays niçois sont humaines et capable de beaucoup de solidarité mais le type que j'ai en vue est à mes yeux un gibier de potence car son cas est loin d'être clair !

Le tournant de 2024

L'origine s'est profondément transformée : en 2024, 48 % des immigrés sont nés en Afrique, contre un peu moins d'un tiers en Europe et 15 % en Asie. ([Insee](#))

Cas du Royaume Unis

Le Royaume-Uni présente une histoire différente et particulièrement intéressante, car une idée reçue doit être corrigée.

L'immigration Windrush n'est pas simplement le résultat d'un gouvernement britannique qui aurait décidé : « faisons venir massivement des Jamaïcains ».

Une étude historique commandée par le Home Office met précisément en garde contre cette interprétation. ([GOV.UK](#))

Il y avait néanmoins d'énormes besoins de main-d'œuvre.

Les National Archives rappellent qu'il fallait reconstruire les villes bombardées, développer les infrastructures et fournir des travailleurs au nouvel État-providence.

Les travailleurs venaient des Caraïbes, mais également d'Irlande, d'Europe continentale, d'Inde et du Pakistan. ([Archives nationales](#))

Le British Nationality Act de 1948 fournit parallèlement un cadre extrêmement ouvert aux ressortissants du Commonwealth.

Mais voici un élément qui complique beaucoup l'hypothèse d'une politique consciemment conçue dès l'origine pour transformer ethniquement le Royaume-Uni : les archives montrent également que certains responsables britanniques cherchaient déjà comment limiter l'immigration non blanche.

Le problème politique et juridique était qu'il était difficile de conserver la liberté d'établissement pour le Commonwealth blanc tout en l'interdisant aux ressortissants noirs du Commonwealth sans établir explicitement une discrimination raciale. ([Archives nationales](#))

Autrement dit, la situation initiale est plus contradictoire qu'un programme immigrationniste cohérent.

Cas de l'Allemagne de l'Ouest

En Allemagne de l'Ouest, en revanche, la décision étatique est absolument explicite.

Le Wirtschaftswunder provoque une pénurie de travailleurs. La RFA conclut donc des accords officiels de recrutement de Gastarbeiter :

Italie : 1955

Espagne et Grèce : 1960

Turquie : 1961

Maroc : 1963

Portugal : 1964

Tunisie : 1965

Yougoslavie : 1968.

Le cas turc est particulièrement révélateur.

L'accord du 30 octobre 1961 organise officiellement la migration de travailleurs turcs vers l'Allemagne. Initialement, ils devaient repartir après deux ans. Cette limitation est supprimée en 1964.

Le ministère allemand des Affaires étrangères indique que 876 000 personnes originaires de Turquie sont venues en Allemagne comme Gastarbeiter dans le cadre de cette histoire migratoire. ([Auswärtiges Amt](#))

C'est donc presque l'exemple expérimental parfait d'une transformation non planifiée : le gouvernement voulait des travailleurs temporaires, pas nécessairement une nouvelle population allemande permanente. Mais les travailleurs s'installent, constituent des familles et ont des descendants.

C'est exactement le sens de la formule attribuée à Max Frisch :

« Nous appelions de la main-d'œuvre, et ce sont des hommes qui sont venus. »

Le changement des années 1970

C'est probablement le tournant essentiel. Après le choc pétrolier de 1973, France et Allemagne freinent fortement le recrutement de travailleurs étrangers.

On pourrait donc s'attendre à ce que l'immigration s'effondre. Or les populations immigrées sont désormais installées. Interviennent alors regroupement familial, mariages, naissances et droits au séjour.

L'immigration cesse progressivement d'être seulement une variable économique réglable par l'État et devient aussi une question de droits individuels et familiaux. C'est une différence capitale.

Apparaît un nouvel acteur : l'Union européenne

À partir des années 1980-2000, il faut ajouter la construction européenne : libre circulation intérieure, politique commune d'asile, règles concernant les ressortissants de pays tiers, fonds d'intégration, etc.

Bref l'U.E. A semé la merde !

Et il existe bien des financements européens considérables. Pour la période 2021-2027, le seul Fonds Asile, Migration et Intégration (AMIF) a représenté 10,94 milliards d'euros.

Mais là encore il faut regarder précisément sa destination : ce fonds finançait à la fois l'asile politique, l'immigration légale et l'intégration, mais également la lutte contre l'immigration irrégulière ainsi que les retours et réadmissions. On ne peut donc pas honnêtement comptabiliser les 10,94 milliards comme « financement de l'immigration ». ([Migration and Home Affairs](#))

Et Soros dans tout ça ?

Il faut le mettre à sa juste place. George Soros et l'Open Society arrivent des décennies après le commencement de l'immigration de masse européenne.

Ils ne peuvent donc expliquer ni l'ONI français de 1945, ni le *British Nationality Act* de 1948, ni les Gastarbeiter allemands des années 1950-60.

En revanche, à partir des années 1990-2010, les fondations privées, ONG, associations de défense des migrants et organisations philanthropiques deviennent effectivement un élément du système : assistance juridique aux demandeurs d'asile, contentieux stratégique, sauvetage et aide humanitaire, intégration, plaidoyer politique, etc.

C'est là que l'enquête financière devient intéressante : il faut distinguer financement public national, financement européen et philanthropie privée, puis identifier exactement les bénéficiaires.

Et le résultat démographique ?

Il est indiscutablement considérable, mais sa mesure exige de définir ce que l'on mesure.

Prenons l'Angleterre et le pays de Galles, où le recensement permet une mesure ethnique explicite.

En 2001, 87,5 % de la population se déclarait « White British ».

En 2011 : 80,5 %.

En 2021, la catégorie comparable « *English, Welsh, Scottish, Northern Irish or British* » représentait 74,4 %.

À Londres, elle n'était plus que 36,8 % en 2021. ([Office for National Statistics](#))

Mais il serait incorrect de dire que les 25,6 % restants sont tous des populations extra-européennes : la catégorie « Other White » représente à elle seule 6,2 %, comprenant notamment beaucoup de Polonais et de Roumains. La population totale se déclarant « White » représentait encore 81,7 % en Angleterre et au pays de Galles en 2021. ([Office for National Statistics](#))

La France ne collecte pas les catégories ethniques de la même façon. On peut en revanche suivre les générations migratoires.

En 2024, 11,2 % de la population est immigrée, tandis qu'environ 12 % sont des descendants directs d'immigrés dans le champ statistique étudié. Parmi ces descendants, 55 % n'ont qu'un seul parent immigré, ce qui montre également pourquoi l'idée de deux populations parfaitement séparées devient rapidement statistiquement inadéquate. ([Insee](#))

Qui sont donc les responsables ?

Si « responsable » signifie simplement acteur ayant effectivement contribué à produire ou maintenir des flux migratoires importants, la réponse historique est beaucoup moins mystérieuse qu'on pourrait le penser :

Les gouvernements nationaux et les employeurs arrivent largement en tête à partir de 1945.

Viennent ensuite les familles et réseaux migratoires créés par les premières vagues qui ont été « importées ».

Ensuite il y a les tribunaux et législations protégeant certains droits de séjour...

Puis la « construction européenne » et la libre circulation post Schengen, les politiques d'asile, et pour finir des ONG et fondations militantes pour l'accueil et les droits des migrants comme produits d'influences plus ou moins suspectes.

Soit dit en passant c'est se foutre du monde que de parler de « CONSTRUCTION EUROPEENNE » ! Une majorité se dessinant qui voudrait sortir de ce IV Reich hyper faciste en formation...

Ce qui est beaucoup plus difficile à démontrer est que tous ces acteurs poursuivaient le même objectif démographique. Les documents que nous avons examinés indiquent plutôt une succession d'objectifs parfois contradictoires.

Mais cependant à dominante économique pas religieuse, il est nécessaire de le souligner...

Et il y a un paradoxe historique assez important : une partie des gouvernements qui ont ouvert les premières voies migratoires ont ensuite tenté de les refermer, après avoir découvert que les migrations temporaires devenaient des installations permanentes. Ce qui était prévisible !

Moralité : on a été dirigé par complice de prédateurs divers et à présent des cons finis plus ou moins cocaïnomanes et le niveau de compétence ayant dramatiquement chuté nous sommes à présent dirigés par des psychopathes suicidaires... Le pire de tous étant un certain Trump sous influence israéliennes devenu gâteux de surcroît.

Vient le moment de se poser la question c'est quoi le « mondialisme » et les « mondialistes » ?

On peut parfaitement démontrer que certains acteurs transnationaux ont milité pour davantage de mobilité humaine, pour les droits des migrants ou pour des politiques d'asile généreuses. On peut également étudier leurs financements et leur influence.

Mais quand à désigner un groupe homogène appelé « les mondialistes » ayant décidé collectivement de remplacer une population par une autre, on manque de preuve. La distinction la plus utile est donc :

Mondialisation = phénomène historique observable au travers la formation d'instance internationale car on ne peut pas parler vraiment de « transnationalité » pour l'O.N.U. ou la Cour Pénale internationale ou encore la Banque Mondiale.

Mondialisme = préférence idéologique pour une organisation politique, juridique ou économique dépassant davantage les nations.

Gouvernance mondiale = il existe des institutions et mécanismes concrets de coopération internationale.

Et tout cela est apparu surtout après la dernière guerre.

« **Les mondialistes** » constitue une catégorie politique beaucoup plus floue, qui ne correspond guère qu'à un phénomène de paranoïa renforcé par une bonne dose d'ignorance en matière historique.

Le mondialisme ? Un pur fantasme conspirationnisme ?

Il existe actuellement plusieurs blocs :

Le bloc occidental qui est constitué des U.S.A et d'une ribambelle d'états plus ou moins colonisés et esclavagisés comme l'U.E. Qui a l'origine est une création américaine. Ont été colonisés et esclavagisés les états pétroliers du Golfe qui sont en train de sombrer sous les coups de l'Iran qui vient d'annoncer des répliques asymétriques si Washington persistait dans ses desseins.

Pour visualiser les pays sous influence du détestable et très démoniaque hégémon américain, il suffit de cartographier les bases militaires des USA à travers le monde.

On a vu se dessiner un bloc eurasiatique de la Russie à la Chine qui, soit dit en passant n'a pas été une surprise pour votre serviteur. J'ai eu comme abonné de ma mailing-list guénonienne des années 90 sur CompuServe Alexandre Douguine en personne.

Un personnage était alors très influent sur Poutine. J'ai trouvé ce monsieur excessivement « raide » et un peu trop « pontifiant » à mon goût mais il nous a fourni certaines infos inédites sur un des fondateurs de la loge de *La Grande Triade* sorties des archives déclassifiées du KGB. C'est sûr qu'à l'époque ce qu'il nous a raconté nous est passé assez largement au dessus de la tête.

Mais par la suite j'ai découvert l'existence d'une grande influence du bouddhisme tibétain jusqu'à l'intérieur de deux capitales moscovites dont saint Péterbourg en matière de religion et également de médecine tibétaine avec notamment des remèdes cardiologiques à base de camphre que l'on trouve aux U.S.A. et qui sont fabriqués en Suisse...

Il y a aussi les BRICs, l'Afrique noire et le Magreb (où la France a sans doute définitivement *perdu les pédales...*) plus un trio récent dont la Turquie constitue l'élément directeur, et on le sait la Turquie à le cul entre plusieurs chaises, l'une d'elle étant constitué par son adhésion à l'Otan...

Or il devient très clair que la « monnaie de singe » que constitue le dollar se trouve en très fâcheuse posture et qu'on est sans doute à la veille d'une crise économique mondiale sans précédent. La question qu'on se pose est celle de savoir si Trump ou Israël osera « vitrifier » l'Iran. Je tiens la chose pour peu probable car ce serait signer l'arrêt de mort d'Israël car les dernières frappes sur les bases militaires de sa périphérie de la nouvelle Perse viennent de la profondeur du pays et je tiens pour acquis qu'elle a envisagé, en dernier recours de faire sauter Dimona...

Il existe une brochette de milliardaires qui rêvent d'imposer leur loi à la planète entière, de réduire la population mondiale au nombre d'esclaves humains suffisants pour les nourrir et leur servir de simples « objets sexuels » pour assouvir leurs passions sadiques démentes mais je doute qu'il puissent vraiment imposer leur joug.

Je sais par les recherches scientifiques d'un ami très compétents en matière de physique qu'une inversion des pôles magnétiques est en cours, or la descentes des aurores boréales à des latitudes basse constitue la preuve d'une démagnétisation progressives de notre « vaisseau spatial » et d'une possibilité qu'une colère particulièrement violente de l'astre solaire ne finisse par griller les composants électroniques et les mémoires des systèmes informatiques.

Il suffirait du reste de quelques « bombes électromagnétiques » ciblant certains « data centers » américain pour mettre à genoux l'hubris américaine. Cela peut du reste constituer une alternative très sérieux avant toute réplique nucléaire... Avec pour résultat un retour immédiat à l'*Age de la pierre...* Plus de communication, plus de monnaie d'échange...

Le « mondialisme » au final ? Oui c'est surtout un fantasme paranoïde des « chrétiens »

Les Stanislas Berton et Cie sont tellement imbus d'un complexe de supériorité catho sectaire dérivant de cet « orgueil juif » que René Guénon a stigmatisé, ils sont tellement persuadés que leur église serait seule à détenir la Vérité qu'ils voit du satanisme partout et se sont enfoncé dans le crâne de façon indélébile que « Satan », ses légions et ses instruments, leur vouerait une sorte d'*affection toute particulière* !

En vérité ce ne sont que des « abrutis » et évidemment quand ils se mêlent de vouloir imposer leur conception des « bonnes mœurs » ils ne reculent devant aucun mensonges, devant aucune manipulation et soutiennent des impostures comme celles de *The Pink Swastika*.

Le seul moyen de sortir de ce mélange de névroses et de psychoses, ça serait de changer de religion ou même d'avoir la capacité de passer de l'une à l'autre en retenant ce qui est bon. Je pense du reste que la meilleure de toutes c'est encore les différentes facettes du Bouddhisme.

A ce propos, si j'ai cessé de fréquenter ce milieu c'est d'abord parce que les « néo bouddhistes » occidentaux y ont imprimé leur névroses et un des exemples flagrants aura été constitué par le Dr Schnetzler qui était un psychanalyste freudien. Et j'ai bien rigolé quand un certain Roland Goffin, ayant tapé du poing sur la table pour imposer ma présence lors d'un colloque de *Vers la Tradition*, Schnetzler ne s'est pas décommandé mais il a fait lire sa « com » par un « âne rouge » qui s'est empressé lors d'une table ronde de me donner la parole sur le question de l'*infaillibilité pontificale* inventé par Vatican I.

René Guénon, malheureusement avait failli sur ce point et ma contestation m'a valu une remarque comme quoi, pour constater la chose je devais avoir des mœurs peu catholique. J'avais senti le coup venir et la réponse a été *foudroyante* !

Cet « âne » a failli s'étrangler et je verrais toujours sa femme se précipiter à son secours. Il est possible qu'il ait été cardiaque et il m'a semblé qu'elle l'aurait pressé de prendre un « médoc » quelconque...

Je rappelle qu'à propos de « diable », Guénon a déclaré que celui qui hante l'imaginaire occidental est spécial et que personne ne nous l'envie. Évidemment, à ce propos une des caractéristiques du Tibet consiste en ce que les « évangélistes » bouddhistes ont convertis de terrifiants démons locaux en « protecteurs du Dharma » que l'on retrouve sous la forme de « déités courroucées » alors ça change considérablement la perspective basée sur un scénario cosmologique à base d'anges déchus comme ennemis irréductibles du genre humain !



Cependant que Stanislas Berton et Marion Sigaud se rassurent, je ne vais pas solliciter Yamantaka and Co et les lancer à leurs trousses. J'ai reçu plusieurs initiations très originales mais l'occasion ne s'est pas présentée d'être connecté à ces puissances d'apparence infernale.

Disons, que ce n'était pas nécessaire, je suis assez facilement « courroucé de nature », et Dieu merci, j'ai aussi pas mal d'humour...

Des posts qui vont suivre feront le procès le christianisme et le premier à suivre concernera l'apôtre Paul qui a commis de lourds dégâts et la première chose à faire pour toute personne désireuse d'être chrétien c'est de « dégage » tout ce qui vient ou est censé venir de ce très sinistre personnage.

Il s'agirait en l'occurrence non pas d'un procès mais d'un réquisitoire récapitulatif et correctif de tout ce qui s'est dit sur son compte. Et les objections contre ce « phénomène » n'ont pas manqué, un rappel historique s'impose...

La seule règle morale à retenir est simplissime

Et puisque ce monde est obsédé de « moraline » et de contrôle, la règle est simple : *ne jamais faire aux autres ce que l'on ne voudrait pas que l'on nous fasse* ! Elle n'est pas de Jésus mais d'un savant juif nommé Hillel. Et si l'on se conformait à cette règle l'harmonie régnerait dans le monde.

Bref, il faut délibérément « casser » par tous les moyens possible la tendance de certains activistes « chrétiens » à appliquer leurs jugements erronés sur ceux qui les « défrisent » et à exercer sur autrui une véritable INQUISITION !

Maintenant si cela allait trop loin, la *légitime défense* implique s'ils continuaient à dépasser les bornes à souhaiter que le feu du ciel ou quelque accident opportun nous débarrassent de leur présence et de leur malveillance...

Pas besoin, évidemment, de « pacte avec Satan » !